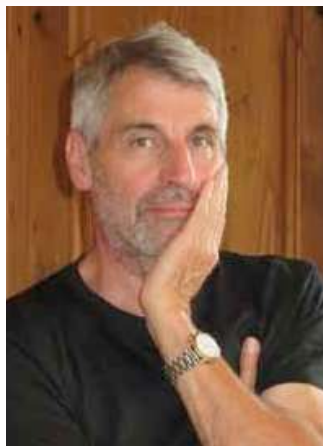


2017
Bulletin
27

Le billet du président



Le 4 novembre 2017, l'Association valaisanne d'études généalogiques, à l'invitation du Directeur des Archives cantonales valaisannes, a eu la chance de participer à la journée « Portes Ouvertes » des dites Archives. Profitant de cette intéressante tribune, notre société s'est présentée à un public curieux de la quête généalogique.

Grâce au dévouement de quelque quinze membres de notre société, qu'elles et qu'ils en soient ici remerciés, une partie du public présent s'est trouvé conquis et a demandé son admission à l'AVEG. C'est ainsi que notre société s'est enrichie de 15 nouveaux adhérents à qui nous souhaitons la plus cordiale des bienvenues au sein de notre association.

Tout n'est cependant pas tout rose sous le ciel généalogique valaisan. En effet à l'occasion de cette journée, les membres de notre société ont dû faire face et tenter de répondre à l'incompréhension de nos interlocuteurs du jour, devant les directives restrictives émanant de l'Evêché du diocèse de Sion et entravant considérablement l'accès aux registres paroissiaux, principale source d'informations pour les généalogistes souhaitant initier une recherche.

Cette incompréhension a été portée à la connaissance de l'Evêché, lequel a considéré, je cite : « Les archives paroissiales se trouvent aux Archives de l'Etat du Valais. Elles sont consultables selon les dispositions arrêtées judicieusement en son temps et sur lesquelles nous n'avons pas l'intention de revenir. »

Circulez, il n'y a rien à voir... Convaincue de la pertinence de sa décision antérieure, l'Autorité ecclésiastique n'a pas jugé utile d'entrer en discussion, ne serait-ce que pour expliquer sa position. Tant sur la forme que sur le fond cette réponse est regrettable, elle témoigne d'un certain mépris pour une activité digne d'intérêt et partagée par un nombre croissant de personnes.

Amies et amis généalogistes valaisans : toujours fiers de l'être ?..., et pour nos amies et amis généalogistes d'ailleurs, nous vous prions d'accepter nos excuses.

Le président

Philippe Bruchez